

# LA COMMUNAUTE ET L'IDENTITE EUROPEENNE

de Mme Simone Veil  
président du parlement européen

FLORENCE, le 27 novembre 1980



INSTITUT  
UNIVERSITAIRE  
EUROPEEN

QUATRIEME  
CONFERENCE  
JEAN MONNET



LA COMMUNAUTE  
ET L'IDENTITE  
EUROPEENNE

de Mme Simone Veil  
président du parlement européen

FLORENCE, le 27 novembre 1980

**Institut universitaire européen**



## **ALLOCUTION DE M. MAX KOHNSTAMM**

*Président de l'Institut Universitaire Européen*

Madame le Président,  
Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

C'est un grand honneur pour notre Institut que de vous recevoir aujourd'hui ici, Madame, pour prononcer la 4<sup>e</sup> Conférence portant le nom de celui qui a été le premier citoyen d'honneur de l'Europe qui, sans lui, sans sa confiance dans l'avenir, son courage et sa ténacité n'aurait pas vu le jour.

Vous venez, Madame, de rendre hommage à un autre Européen en dévoilant le buste offert à l'Institut par le groupe libéral de votre Parlement, celui du défunt Ministre Gaetano Martino. Son pays, notre pays hôte, l'Europe et le monde universitaire, lui doivent beaucoup. Son nom restera toujours lié à la Conférence de Messine, sa ville natale, Conférence qui a posé la première pierre de ce qui est devenu la Communauté Economique Européenne et l'Euratom. Il a été aussi l'un de vos prédécesseurs comme Président du Parlement Européen.

Il m'appartient, Madame, de vous présenter à tous ceux qui sont venus vous écouter. C'est un très grand honneur mais une tâche parfaitement inutile, parce que tout le monde sait qui vous êtes.

Après l'incroyable souffrance de la déportation, vous vous êtes consacrée dans différentes fonctions, au maintien, mais surtout à la réforme, à l'humanisation du droit. Vous étiez Ministre de la Santé et de la Famille lorsqu'au moment des premières élections directes du Parlement Européen vous avez décidé de vous consacrer à l'Europe et ce premier Parlement Européen, élu par nos peuples, vous a chargée d'être son premier Président; charge lourde et difficile car vous présidez un Parlement sur lequel les grands espoirs de nos peuples se concentrent. En même temps c'est un Parlement qui nécessairement, étant une création sans précédent dans l'histoire du monde, a besoin de temps pour trouver sa voie - une voie qui n'est pas facilitée par des pouvoirs encore trop limités avec lesquels il lui faut exercer son mandat, répondre à nos espoirs.

On reproche de temps en temps à cet Institut - et peut-être pas sans raison - de ne pas se soucier assez de se faire connaître. Nous sommes extrêmement heureux que la Commission de la Jeunesse, de la Culture, de l'Education, de l'Information et des Sports, présidée par le Ministre Pedini, ait décidé de tenir une réunion ici et de charger un de ses membres, le Dr. Schwencke, de présenter à votre Parlement un rapport



sur notre Institut. Nous sommes sûrs que cela aidera beaucoup à nous faire mieux connaître.

Si je peux me permettre d'être immodeste et de faire un peu de publicité à cette occasion, unique pour nous, notre Institut, consacré à des études sur les problèmes historiques, économiques, politiques et juridiques de notre Europe peut aussi de temps en temps aider votre Parlement parce que le plus grand pouvoir dans notre monde, c'est la connaissance.

Ne serait-il pas pensable que certains des membres de votre Parlement se réunissent ici de temps en temps pour réfléchir avec mes collègues sur les grandes questions qui se posent à notre Communauté Européenne?

Votre Parlement aura besoin de beaucoup de sources d'information, de lieux de réflexion. Nous serions en tout cas heureux si nous pouvions de temps en temps être le lieu d'une retraite, d'une rencontre entre des parlementaires, voués à l'action avec notre Communauté de chercheurs, vouée, elle, à la réflexion.

J'ai déjà pris trop de votre temps. Nous sommes profondément honorés et heureux de vous entendre sur le sujet que vous avez choisi:

"La Communauté et l'identité européenne".



## CONFERENCE de Mme SIMONE VEIL

*Président du Parlement Européen*

Monsieur le Président,  
Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

Je voudrais tout d'abord vous remercier de m'avoir ainsi conviée à participer aujourd'hui à Florence à cette conférence dédiée à la mémoire de Jean Monnet. J'en suis heureuse car cela me donne l'occasion, pour la première fois, de rendre visite à l'Institut universitaire européen auquel le Parlement élu de la Communauté porte un très vif intérêt. Je crois aussi que l'instauration de cette conférence était fort opportune, car le message que nous a laissé Jean Monnet me paraît plus actuel que jamais. C'est en effet dans les périodes périlleuses comme celle que nous traversons que l'on ressent avec une particulière acuité la disparition de l'homme qu'était Jean Monnet. Nul doute que s'il était encore parmi nous, sa lucidité, son expérience, cette alliance si rare d'idéalisme et de pragmatisme nous aideraient à distinguer plus vite et plus clairement quels sont, parmi tous les paramètres complexes et contradictoires de la situation dans laquelle nous nous trouvons, ceux qui sont réellement fondamentaux. Sa présence nous aiderait aussi, à partir de cette analyse, à dégager des solutions à nos problèmes immédiats comme à préparer l'avenir de notre Communauté.

Les tensions qui affectent la situation internationale, où les causes politiques et les causes économiques se combinent et s'aggravent du fait même de leur imbrication, ont été trop souvent décrites pour qu'il soit utile que j'y revienne.

Mais il faut garder à l'esprit que l'état, à mon avis préoccupant, dans lequel se trouve la construction européenne, ne peut être apprécié sans tenir le plus grand compte de ce contexte international.

C'est Jean Monnet qui remarquait que c'est dans les périodes de crise que l'Europe progressait. Une de mes inquiétudes tient pourtant au fait qu'apparemment, la crise que nous traversons, au lieu de nous amener à resserrer nos rangs et à progresser vers l'union, fige trop souvent les positions et conduit chacun, au jour le jour, à donner préférence aux intérêts et aux réflexes nationaux.

Il ne servirait à rien de fustiger, dans l'abstrait, une telle attitude. Les hommes et les femmes qui assument aujourd'hui la responsabilité de la conduite des affaires gouvernementales dans chaque pays sont confrontés à des difficultés qui ne sont sans doute pas plus graves que celles que nous avons traversées dans le passé, mais dont la complexité est probablement sans précédents dans notre histoire: l'Europe est aujourd'hui, quoiqu'on en dise et qu'on en pense, plus riche qu'elle n'a jamais été. Mais cette richesse même, encore mal répartie, a conduit à de nouvelles habitudes de vie, aggravé le déséquilibre avec les pays les plus pauvres, bref créé des frustrations internes et externes, qui amplifient les difficultés. Le chômage, l'inflation, le déficit commercial, sont par ailleurs des réalités auxquelles il faut faire face. La complexité de cette crise, complexité dont on a conscience, elle, est nouvelle.

Il faut aussi constater que, plus la crise mondiale se développe, plus les situations et les problèmes auxquels





la Communauté est confrontée deviennent difficiles à surmonter. Dans le processus communautaire dans lequel nous sommes engagés, les étapes actuelles paraissent ainsi infiniment plus ardues que celles déjà franchies dans le passé. On pourrait penser qu'un tel état de choses provient d'une sorte de sélectivité, plus ou moins consciente et réfléchie, qui a conduit à mettre en oeuvre par priorité des politiques communautaires là où c'était, je dirai le plus facile, et à différer les actions les plus compliquées. Pourtant peut-on imaginer quelque chose de plus difficile à mettre en oeuvre qu'une politique agricole commune? Cependant cela a été fait. De même, la politique de développement, telle qu'elle est définie par les accords de Lomé, qui implique à la fois le consensus des Neuf et celui de tous les Etats associés.

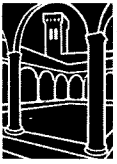
C'est qu'en vérité la Communauté, aujourd'hui, a surtout besoin d'une volonté politique renouvelée pour aller de l'avant, ou simplement pour ne pas déprimer. Un jeu institutionnel plus dynamique, des politiques communes nouvelles, une coopération politique plus étroite, liée à l'action communautaire et appuyée sur elle, tels sont les axes principaux par lesquels cette volonté politique devrait se manifester, cette volonté politique qui relève de la responsabilité des gouvernements.

Encore faudrait-il, pour réveiller cette volonté politique qui fait aujourd'hui défaut, que les citoyens de nos Etats perçoivent et expriment plus vigoureusement le sentiment que leur destin est commun. La géographie et l'histoire les font solidaires. Surtout, ils sont à la fois les dépositaires et les bénéficiaires d'une forme exceptionnelle de société, société de liberté, d'équilibre et de prospérité, société qui a besoin d'être activement défendue dans une situation internationale particulièrement périlleuse. Bref, les Européens doivent

retrouver les chemins de l'identité européenne pour que la Communauté récupère le second souffle dont elle a le plus urgent besoin.

A l'origine la construction européenne a été conçue pour éviter que se reproduisent les conflits qui avaient, dans le passé, déchiré l'Europe. Ce but a été atteint, avant même toute intégration politique et institutionnelle, et les liens tissés entre nos pays sont tels qu'on imagine mal désormais qu'un conflit militaire puisse éclater entre nous. Ainsi a disparu - et on ne peut que s'en réjouir - une des causes principales de l'engagement européen qui animait les fondateurs de notre Communauté. Je crois que si beaucoup de nos citoyens, en particulier de nos jeunes, ne se mobilisent pas davantage en faveur de l'Europe, c'est parce que cette situation de paix et de solidarité leur paraît maintenant définitivement acquise.

Dès lors, la Communauté est perçue comme une organisation presque exclusivement économique, gérée par des technocrates. Voilà sans doute pourquoi beaucoup acceptent mal ce qui leur paraît être des sacrifices en faveur de l'Europe, dès lors que les procédures nationales leur paraissent souvent plus efficaces pour obtenir les progrès économiques ou les avantages sociaux qu'ils souhaitent. Or il ne faut pas craindre de souligner à cet égard, que pour des raisons multiples et dont la principale est simplement la facilité d'un certain langage politique, l'Europe apparaît souvent comme le bouc émissaire de tous les maux dont nous souffrons: dès qu'une crise éclate dans tel ou tel secteur, dans tel ou tel pays membre de la Communauté, le responsable tout désigné se trouve être l'Europe, même si, dans la plupart des cas, ce n'est pas le fait communautaire qu'il faudrait incriminer, mais au contraire les difficultés et les lenteurs à l'imposer suffisamment.



Pourtant, si la construction européenne a changé de signification depuis ses origines, elle demeure une nécessité pour la survie de chacune de nos nations, dans un monde en pleine mutation. Jamais, en effet, depuis une génération, la paix n'a semblé aussi précaire. Nous nous trouvons dans une de ces périodes où la tension internationale peut, à tout moment, revêtir un caractère dramatique. Les crises ponctuelles pouvant servir de détonateur se multiplient. Dans un tel climat chacun ressent l'existence d'engrenages qui risquent, si l'on n'y prend garde et sans que l'on sache par quel processus, de l'emporter sur la volonté pacifique des dirigeants et des peuples.

Ces situations conflictuelles se développent sur un fond de crise économique qui affecte plus ou moins gravement tous les pays du monde, et comme cette crise économique est d'ailleurs partie intégrante des chocs qui se multiplient entre Etats, elle est, à la fois, prétexte, cause et conséquence.

Le pétrole, par la place prédominante qu'il a prise dans le développement économique des Etats, autant que dans la vie quotidienne de chacun, à travers ses conséquences économiques et monétaires, est l'enjeu de toutes les convoitises ou l'arme suprême de la dissuasion.

Dans un contexte aussi explosif où les perspectives de développement économique et l'équilibre social et politique de bien des pays paraissent si gravement menacés, où, sur le plan international, les relations entre Etats sont si profondément remises en cause, il serait nécessaire et urgent que la convergence objective des intérêts des Européens développe une puissante prise de conscience de notre interdépendance. Interdépendance dans nos relations, entre nous les Neuf, et interdépendance à l'égard du reste du monde. En particulier, du fait de notre pénurie d'énergie et de

matières premières, nous mesurons un peu mieux chaque jour que si nous ne savons pas présenter un front uni, nous risquons d'être éliminés des difficiles équilibres qui s'élaborent et d'être coupés de nos sources d'approvisionnements. Pleinement conscient de ce danger, le Parlement Européen a adopté, au cours de sa dernière session, une résolution invitant précisément les gouvernements à se concerter dans ce domaine.

Sans dramatiser, sans présenter l'Europe comme une citadelle assiégée, nous devons chaque jour montrer à nos concitoyens que la construction européenne, par l'union de nos forces, est une nécessité si nous voulons survivre et sauvegarder notre indépendance. Nous pourrons d'autant mieux établir avec les autres peuples du monde des relations pacifiques et équilibrées si nous avons su, à temps, consolider notre solidarité et prouver notre détermination. Une Communauté forte et décidée, loin d'être une source de tensions supplémentaires, sera ainsi un facteur d'équilibre, un pôle de stabilité.

Dans un contexte international différent, ces préoccupations me paraissent aujourd'hui tout aussi essentielles que l'était hier le souci de Jean Monnet d'assurer la sécurité entre Européens: aujourd'hui comme hier, construire l'Europe, c'est travailler pour la paix.

Mais si la construction européenne doit être ressentie par les Européens comme un moyen, probablement le seul, de défendre nos intérêts vitaux dans un monde qui ne pardonne pas la faiblesse, elle doit être aussi perçue comme le moyen de sauvegarder les valeurs auxquelles nous sommes attachés.

Au premier rang de ces valeurs est une certaine idée de l'homme, d'un homme libre et responsable, trouvant son exacte mesure et son épanouissement dans l'exercice même de la liberté, sans autres limites



que celles de son intelligence et des exigences qu'il se pose à lui-même, sans autres contraintes que celles dues au respect de soi-même et des autres hommes libres.

C'est autour de cette notion de liberté que s'articule l'essentiel de l'identité européenne. C'est la valeur fondamentale qui nous rassemble. La démocratie est le système d'organisation politique qui exprime, consacre et garantit cet idéal de liberté et d'équilibre. Cette liberté démocratique, il me paraît que nous nous rendons insuffisamment compte qu'elle constitue un bien irremplaçable. Trop souvent nos citoyens, et surtout les plus jeunes d'entre eux, mesurent mal la chance qu'ils ont à cet égard.

Or, l'histoire ancienne, comme les événements plus récents, nous montrent que la démocratie n'est pas un héritage garanti une fois pour toutes et qui nous mettrait définitivement à l'abri de l'asservissement et du totalitarisme. C'est un système fragile, constamment menacé de l'extérieur, mais aussi de l'intérieur, par des périls brutaux mais aussi par des dévoiements insidieux. La démocratie ne restera vivante que si nous travaillons chaque jour pour la conforter.

On parle souvent de la disparition des idéologies, et il est clair, qu'à l'épreuve des faits, aucun système idéologique, aussi fondé qu'il puisse paraître, n'est acquis de manière irréversible. Une société dont les citoyens perdraient le sens des valeurs collectives communes et se détourneraient de penser leur avenir commun en termes d'idéaux, courrait sans doute de graves dangers. Voilà pourquoi nos valeurs collectives, notre idéal en un mot - il me semble que la préoccupation des responsables politiques, si elle n'est pas de les redéfinir chaque jour, doit être en revanche, jour après jour, de leur permettre de s'affirmer. Il faut pour cela en faire prévaloir les conditions.

Une de ces conditions, c'est certainement la poursuite et l'approfondissement de la construction européenne. Les nations européennes constituent, dans le groupe des pays industrialisés, la région qui a le mieux conservé un type de civilisation où les rapports humains sont harmonieux parce que les rapports entre l'Etat et les citoyens sont équilibrés. Pour sauvegarder et conforter cet acquis fondamental, nous devons impérativement faire de l'Europe une réalité politiquement structurée et économiquement puissante.

Le sauvegarder implique d'abord que nous soyons suffisamment forts pour résister, non seulement à la puissance économique et militaire des superpuissances, mais également à l'entraînement vers les modèles de société qu'elles représentent et qui ne correspondent ni l'un ni l'autre à la civilisation européenne. Certes, on ne saurait comparer les dangers de la société de collectivisme, de bureaucratisation et de contrainte, qui prévaut d'un côté, avec les inconvénients de la société trop standardisée que l'on rencontre par ailleurs, mais l'Europe a sans doute mieux à faire en préservant, tout en l'aménageant, le type de société qui est le sien.

Prendre conscience de l'identité européenne, c'est non seulement prendre conscience de notre Communauté de destin dans le monde instable et dangereux où nous vivons, c'est non seulement prendre conscience de la chance, que nous devons défendre et mériter, de vivre en hommes libres, c'est aussi retrouver le sens des valeurs culturelles qui fondent l'humanisme européen.

De façon paradoxale, on peut se demander si cet humanisme européen n'est pas aujourd'hui en déclin par comparaison à ce qu'il a été dans le passé. Au Moyen-Age, à l'époque de la Renaissance, au dix-huitième siècle et même au-delà, malgré les guerres



qui déchiraient l'Europe, les artistes, les philosophes, les hommes de science avaient sans doute des contacts plus étroits qu'aujourd'hui.

Certes, si l'esprit européen s'est manifesté, à certaines époques du passé, avec plus de vigueur qu'aujourd'hui, c'est qu'il ne concernait qu'une élite réduite en nombre et qui disposait, ne serait-ce que par la pratique du latin, de moyens de communication qui rendaient souvent nos humanistes plus proches les uns des autres, quelle que soit leur nationalité d'origine, que de leurs concitoyens paysans ou marchands. Il n'en reste pas moins qu'autour de quelques pôles, de quelques hauts-lieux, dont Florence est l'un des plus prestigieux, il existait ce qu'on pourrait appeler un champ culturel, où s'élaboraient et se diffusaient les grands mouvements de pensée dont nous avons hérité.

Sans doute aussi le monde culturel occidental était-il plus limité dans son espace géographique, aussi bien que par le nombre de femmes et d'hommes qu'il concernait, mais n'oublions pas que Diderot ne craignait pas de rendre visite à Catherine II de Russie et que les itinéraires des compagnons les conduisaient bien loin de leur pays d'origine.

Une culture véritable et vivante est faite d'un tissu de connaissances, d'impressions, d'éléments conscients ou impalpables. Elle implique non seulement une ouverture d'esprit et une curiosité, mais des contacts fréquents et prolongés, des échanges, une perméabilité entre les hommes et les oeuvres. Elle est faite aussi d'engagements, de convictions, de foi. Elle est science, elle est aussi élan.

Cette complexité qui donne sa richesse à l'acquis culturel authentique écarte toute idée de créer artificiellement une culture, mais si nous ne devons pas nourrir d'illusions excessives sur nos capacités à mettre

en place toutes les conditions d'un nouvel humanisme européen, il faut nous attacher à promouvoir et à soutenir toutes les initiatives propres à donner sa pleine dimension à une Europe de l'esprit.

Beaucoup d'actions sont envisageables à cet égard. Dans le domaine d'abord de la conservation de notre patrimoine culturel commun et de sa meilleure connaissance par nos citoyens. Comment ne pas évoquer ici, avec émotion, l'apport exceptionnel de l'Italie, et en particulier de la Toscane et de Florence, à la culture universelle? Comment ne pas affirmer également l'impérieuse nécessité de mieux protéger un patrimoine irremplaçable? A mes yeux, le Parlement Européen devrait trouver là le champ d'action d'une ardente obligation. Mais il faut aussi, pour qu'une culture demeure vivante et ne se limite pas à être un musée, un conservatoire du passé, la nourrir d'une création nouvelle et continue. A cet effet, il ne suffit pas d'encourager la création individuelle. Il faut encore multiplier les occasions de faire mieux se connaître nos créateurs et nos chercheurs, non pas dans des rencontres éphémères et formelles, mais en faisant en sorte que puisse s'établir entre eux un véritable brassage, aboutissant à des travaux communs, voire à des créations collectives, comme l'orchestre des jeunes de la Communauté nous en donne un exemple.

La perméabilité qui prévalait au Moyen-Age et à la Renaissance entre les Universités et les Centres de création doit à cet égard nous servir de modèle. Ces échanges culturels en profondeur ne doivent pas toucher seulement nos citoyens au cours de leur vie scolaire et universitaire, mais se poursuivre tout au long de leur existence active. Les difficultés à résoudre pour atteindre un tel objectif ne sont pas minces, mais l'enjeu est fondamental. Nous devons plus hardiment que par le passé aller de l'avant dans cette voie.





D'autres domaines méritent aussi réflexion et sans doute action. Je citerai la télévision. On sait la place importante qu'elle joue aujourd'hui dans la vie de chacun. Or on peut constater qu'une partie importante des programmes télévisés dans nos neuf pays est constituée de feuilletons et séries d'origine américaine. Le phénomène s'explique sans doute par des raisons économiques mais il reflète un état de choses préoccupant et contre lequel nous devons réagir.

J'ai cité ces exemples qui me semblent particulièrement significatifs, mais je crois que beaucoup d'initiatives sont possibles dans un domaine aussi diversifié que celui de la culture. Il est important en tout cas qu'une réflexion européenne se développe à ce sujet, et le Parlement élu entend y contribuer de façon dynamique. J'en veux pour preuve les travaux engagés par sa Commission chargée de la culture, sous l'impulsion du Président Pedini, notamment en vue de l'harmonisation des législations nationales sur la sauvegarde du patrimoine. Il me paraît tout aussi essentiel que cette réflexion n'en reste pas au stade des idées généreuses, mais se traduise dans les faits. Je dirais à cet égard que nous avons deux écueils à éviter.

L'un consisterait à vouloir faire du projet culturel européen un projet en soi, autonome par rapport à la vie économique et sociale de la Communauté. Un tel projet se révélerait vite manquer de substance, car les cultures européennes n'existent que dans la réalité vécue. C'est pourquoi une politique culturelle ne saurait prendre corps que par des actions concrètes répondant à des objectifs précis.

L'autre serait de tarir toute initiative européenne en matière culturelle pour des raisons institutionnelles, liées aux compétences respectives de la Communauté et des Etats. Je dirais qu'à mon sens la question ne se

pose pas en ces termes; la culture est en effet indétachable de toute activité et de toute expression humaine, au point qu'on ne peut imaginer que, par une dichotomie artificielle, on écarte la dimension culturelle de la vie communautaire.

Cependant, s'il nous faut certainement lutter pour promouvoir un nouvel esprit européen, qui devrait nous permettre en fin de compte de nous situer, les yeux résolument tournés vers l'avenir, dans notre spécificité et dans nos rapports avec les autres expressions de la civilisation humaine, nous ne devons pas perdre de vue qu'une des caractéristiques de notre humanisme, c'est l'acceptation de la diversité.

A cet égard, j'observe que loin de disparaître, l'attachement à des façons d'être spécifiques, nationales, régionales parfois même plus strictement locales, se manifeste avec de plus en plus de vigueur.

Partout dans notre Communauté, cet attachement renouvelé à un cadre local, à la mesure de l'homme, a les mêmes causes. Il s'agit d'abord d'une résistance aux conditions de l'existence moderne et à l'uniformisation du cadre de vie qu'entraînent les techniques actuelles. Les hommes et les femmes de nos pays, soumis à des pressions considérables et permanentes, dans leur travail par l'impératif de la productivité, dans leurs foyers par l'intermédiaire des médias, tendent à devenir des atomes indistincts et interchangeable. Ils trouvent donc, dans l'attachement à des valeurs traditionnelles, proches d'eux et qui les distinguent par leur spécificité, un contrepois à ces pressions.

Il faut aussi voir, dans ce phénomène, un aspect de l'aspiration démocratique proprement dite. Un peu partout, en effet, le citoyen, déconcerté par la distance qui le sépare des centres de décision, souhaite plus de participation, une démocratie plus directe, plus proche des lieux où se déroulent sa vie et ses activités.



La construction européenne, non seulement n'est pas en contradiction avec ces aspirations nouvelles, mais constitue à mes yeux le meilleur moyen de les réaliser.

D'une part, en garantissant notre force, la Communauté permet et permettra, d'autant mieux qu'elle sera plus solidaire, l'épanouissement des particularismes. D'autre part, en retour, tout ce qui nous distingue, sans cependant nous opposer sur l'essentiel, doit nourrir notre progression vers une société moins nivelée, riche en potentialités diverses. Nous unir, ce n'est pas perdre nos identités, c'est nous engager sur un chemin qui nous permette de les conserver et de les enrichir.

Retrouver et vivifier l'identité européenne me paraît être une nécessité pour que nos citoyens comprennent, mieux qu'aujourd'hui, pourquoi la Communauté est indispensable à leur avenir. Elle constitue non seulement la garantie de cet avenir, mais le moyen de le construire de manière conforme aux aspirations des Européens.

C'est cette identité européenne retrouvée, approfondie, qui donnera une dimension supplémentaire, humaine - je dirais spirituelle - à l'appartenance à la Communauté européenne des hommes et des femmes de nos pays.

Cette dimension supplémentaire, je la vois notamment faite de solidarité, d'un sens plus aigu de notre responsabilité les uns envers les autres. Je tiens à la souligner particulièrement aujourd'hui, en Italie, sur cette terre qui vient d'être si terriblement frappée.

Le peuple italien - qui, de tous ceux de notre Communauté, est sans doute celui dont la foi dans l'Europe reste la plus grande - sait qu'en ce moment tragique, il n'est pas seul. Le drame qui frappe l'Italie frappe en effet tous les Européens.

C'est dans le malheur que les liens de solidarité entre les peuples de la Communauté doivent se manifester avec le plus d'intensité, et, dans ce malheur qui est peut-être le plus meurtrier que la Communauté ait connu depuis sa création, la réaction de la Communauté doit exprimer de façon exemplaire les liens qui unissent les Européens. Je m'y engage aujourd'hui devant vous, en vous assurant que le Parlement fera tout pour qu'il en soit ainsi.

Au-delà des Européens eux mêmes, nous devons d'ailleurs demeurer conscients que notre Europe a des devoirs à l'égard du reste du monde, du moins à l'égard de tous ceux qui, à travers le monde, aspirent à la prospérité, à la dignité, à la liberté. Si nous devons, à l'évidence, résister à la tentation de nous poser en modèle et d'imposer nos schémas économiques, politiques ou culturels, nous devons aussi continuer d'aider les pays en voie de développement. Ils ont besoin de nous et nous avons - et aurons plus encore dans l'avenir, besoin d'eux. Il serait néfaste à nos intérêts bien compris que la crise qui frappe nos économies nous détourne de cette tâche, que je considère comme prioritaire.

De même, nous ne devons pas cesser de défendre les droits de l'homme partout où ils sont bafoués. Là encore, il convient de réfléchir avant de nous poser en donneurs de leçons. Nos conceptions, qui tiennent à notre histoire, à notre civilisation, à l'état de développement économique et social que nous avons atteint, ne sont pas toujours transposables et peuvent susciter de légitimes résistances. Nous ne devons pas perdre de vue, en outre, que les formes concrètes que doit revêtir la défense des droits de l'homme sont liées à la spécificité de chacune des diverses évolutions sociologiques, techniques et économiques qui se développent ici et là à travers le monde.



Mais ce qui est permanent c'est, me semble-t-il, l'exigence de la défense de la personne, contre tout ce qui aboutit à la réduire, à la niveler, à l'asservir; c'est la sauvegarde de l'individu dans son intégrité, dans son irréductible identité.

Les Européens n'ont pas toujours une conscience exacte de l'espérance que constitue à travers le monde, pour des millions d'hommes, la Communauté Européenne, en Europe même, à nos frontières de l'Est, comme en Afrique, en Amérique, en Asie. Si nous échouions à mener à bien la tâche historique fondamentale qu'est l'Union européenne, ce n'est pas seulement nous-mêmes que nous trahirions, ce sont aussi tous ces hommes qui regardent vers nous avec espoir et confiance.

On ne fera pas l'Europe contre les Européens ou sans eux. On la fera en nous tenant à l'écoute de ce qu'ils sont et de ce qu'ils souhaitent. On la fera s'ils se retrouvent en elle, si elle répond à leurs aspirations, et à leurs inquiétudes. Directement élue par les citoyens, l'Assemblée Européenne a la vocation et la possibilité de devenir l'institution où s'ajustent et s'équilibrent d'une part nos volontés de vivre ensemble, d'autre part nos diversités. Elle introduit au sein de la Communauté une dynamique démocratique qu'il ne faut ni craindre ni combattre, car c'est seulement ainsi que la Communauté cessera d'apparaître comme une construction artificielle pour être le bien commun de tous les Européens.

C'est à la poursuite de cet objectif ambitieux, mais combien exaltant, que le Parlement Européen convie l'Institut de Florence afin que la Communauté devienne l'expression d'une identité européenne vivante.

IMPRIME DANS L'ATELIER DE L'IUE  
MAI 1981